COMPTE-RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
N°2022-13 du 05 avril 2022 à 18h30

Le 05 avril deux mille vingt-deux à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Vieille-Toulouse, légalement convoqué, s’est réuni en séance publique. Les convocations destinées aux membres du Conseil Municipal leur ont été adressées, le 01 avril 2022, individuellement et à domicile, conformément aux articles L. 2121-11 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Le compte rendu des délibérations du conseil municipal a été affiché à la porte de la mairie le 06 avril 2022.

Étaient présents :

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Gérard</th>
<th>ROBERT</th>
<th>Fatemeh</th>
<th>NOUR HACHEMI LE GALL</th>
<th>Daniel</th>
<th>BOURDA</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>✔</td>
<td>Emmanuelle</td>
<td>COMBRET</td>
<td>Paul</td>
<td>SANZ</td>
<td>✔</td>
<td>Fanny</td>
</tr>
<tr>
<td>✔</td>
<td>Michel</td>
<td>CAVALIER</td>
<td>Sandra</td>
<td>DAMARS</td>
<td>✔</td>
<td>Mireille</td>
</tr>
<tr>
<td>✔</td>
<td>Hélène</td>
<td>LAFFONT PUJOL</td>
<td>Richard</td>
<td>CARLON</td>
<td>x</td>
<td>Laurent</td>
</tr>
<tr>
<td>✔</td>
<td>François</td>
<td>SERRE</td>
<td>Carine</td>
<td>CASTET</td>
<td>✔</td>
<td>Cécile</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Absents excusés: Madame Fatemeh NOUR HACHEMI LE GALL pouvoir à Madame Hélène LAFFONT PUJOL, Monsieur Laurent LE MOULLEC pouvoir à Madame Cécile JANY, Madame Carine CASTET pouvoir à Madame Emmanuelle COMBRET

Absents:
Secrétaire de séance : Madame Hélène LAFFONT PUJOL

2022-03-01 Budget général : Compte administratif 2021

Le Conseil,

Vu l’article L1612-12 du code générale des collectivités territoriales
Après avoir entendu l’exposé de l’adjoint au Maire délégué aux finances sur le compte administratif 2021
Constatant les résultats suivants :

RESULTATS DE L’EXERCICE 2021 ET DE CLOTURE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Exercice 2021</th>
<th>Dépenses</th>
<th>Recettes</th>
<th>Résultats 2021</th>
<th>Reports antérieurs</th>
<th>Résultats de clôture</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>756 718,74</td>
<td>800 545,65</td>
<td>43 826,91</td>
<td>249 653,96</td>
<td>293 480,87</td>
</tr>
<tr>
<td>Investissement</td>
<td>504 651,07</td>
<td>633 315,07</td>
<td>128 664,00</td>
<td>249 427,66</td>
<td>378 091,66</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ET APRES EN AVOIR DELIBERE SOUS LA PRESIDENCE DE L’ADJOINT DELEGUE AUX FINANCES
14 votants (le maire ne participant pas au vote) - A la majorité (1 abstention)

Le compte administratif du budget général, exercice 2021 est adopté.
Dit que la présente délibération sera transmise au Préfet de la Haute-Garonne et au Trésorier Principal de Cestanet-Tolosan.

2022-13-02 Budget général : Compte de gestion 2021

Le Conseil,

Vu l’article L.1612-12 du code générale des collectivités territoriales,
Après avoir entendu l’exposé de l’adjoint au Maire délégué aux finances sur le compte de gestion 2021,
Constatant les résultats identiques au compte administratif 2021 :

RESULTATS DE L’EXERCICE 2021 ET DE CLOTURE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Exercice 2021</th>
<th>Dépenses</th>
<th>Recettes</th>
<th>Résultats 2021</th>
<th>Reportis antérieurs</th>
<th>Résultats de clôture</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>756 718,74</td>
<td>800 545,65</td>
<td>43 826,91</td>
<td>249 653,96</td>
<td>293 480,87</td>
</tr>
<tr>
<td>Investissement</td>
<td>504 651,07</td>
<td>633 315,07</td>
<td>128 664,00</td>
<td>249 427,66</td>
<td>378 091,66</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1261 369,81</td>
<td>1433 860,72</td>
<td>172 490,91</td>
<td>499 081,62</td>
<td>671 572,53</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ET APRES EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A la majorité (1 abstention)

Le compte de gestion, exercice 2021, est adopté,
Dit que la présente délibération sera transmise au Préfet de la Haute-Garonne et au Trésorier Principal de Cestanet-Tolosan

2022-13-03 Budget général 2022 : Fixation des taux des impositions

Le Conseil,

Monsieur le Maire rappelle les dispositions de l’article 1636 B sexies du Code Général des Impôts (CGI) selon lesquelles le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.
Il précise que conformément au 1° du 4 du J du I de l’article 16 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, par dérogation à l’article 1636B sexies précité, le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale est gelé en 2022 au niveau du taux de 2019 et n'a pas à être voté par le conseil municipal.
Monsieur le Maire propose à l’assemblée délibérante de maintenir en 2022 comme suit les taux au niveau de ceux de 2021 :

<table>
<thead>
<tr>
<th>TAXES</th>
<th>Taux 2021 (rappel)</th>
<th>Taux 2022</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Taxe Foncière sur les propriétés bâties</td>
<td>27,48%</td>
<td>27,48%</td>
</tr>
<tr>
<td>Taxe Foncière sur les propriétés non bâties</td>
<td>94,60%</td>
<td>94,60%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Après avoir entendu l’exposé du Maire,
ET EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A la majorité (1 abstention)

Décide de maintenir les taux d'imposition pour 2022, ainsi :

- Foncier bâti : 27,48 %
- Foncier non bâti : 94,60 %

Dit que la présente délibération sera transmise au Préfet de la Haute-Garonne et au Trésorier Principal de Castanet-Tolosan.


Le Conseil,

Considérant qu’il est nécessaire d’apporter son concours financier à la vie associative de la commune,

ET APRES EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A l’unanimité

Décide de verser les subventions suivantes aux associations :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Associations</th>
<th>Montants en €</th>
<th>Montants en €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Association « les 4 vents »</td>
<td>400</td>
<td>400</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité des fêtes</td>
<td>2 000</td>
<td>600</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopérative scolaire</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Itin'érance</td>
<td>400</td>
<td>400</td>
</tr>
<tr>
<td>Loisirs, Education et Citoyenneté</td>
<td>42 600</td>
<td>52 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Gym pour tous</td>
<td>400</td>
<td>400</td>
</tr>
<tr>
<td>Club Omnisport des Coteaux (COC)</td>
<td>500</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>Foyer Rural</td>
<td>500</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>ACCA VT</td>
<td>400</td>
<td>400</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>47 200</td>
<td>55 200</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dit que la présente délibération sera transmise au Préfet de la Haute-Garonne et au Trésorier Principal de Castanet-Tolosan.

2022-13-05 Budget général 2022 : vote du budget et affectation des résultats 2021

Le Conseil,

Après avoir examiné les documents budgétaires relatifs au budget primitif 2021,
Considérant que les sections d’investissement et de fonctionnement sont équilibrées respectivement en dépenses et en recettes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>2022</th>
<th>INVESTISSEMENT (y compris R à R)</th>
<th>FONCTIONNEMENT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dépenses</td>
<td>1 287 505.10</td>
<td>1 073 420.98</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes</td>
<td>1 287 505.10</td>
<td>1 073 420.98</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ET APRES EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A la majorité (4 abstentions)

Décide d'approuver le budget primitif 2022,
Dit que l'excédent de fonctionnement et le déficit d'investissement en euro du SIVURS, après dissolution, conformes au compte de gestion du Trésorier de Castanet-Tolosan 2021 seront ainsi affectés au budget 2022 :

Excedent de fonctionnement reporté SIVURS (R002) : 21 969,11
Déficit d'investissement reporté SIVURS (R 001) : - 337,06

Dit que les excédents de fonctionnement et d'investissement en euro, conformes au compte de gestion du Trésorier de Castanet-Tolosan 2021, seront ainsi affectés au budget 2022 :

Excédent de fonctionnement reporté commune (R002) : 293 480,87
Excédent d'investissement reporté commune (R 001) : 378 091,66
Excédents de fonctionnement capitalisés (R 1068) : 0,00

Dit qu'une indemnité de gardiennage des églises de 120.97 euros sera versée au prêtre de la paroisse de Lacroix-Falgarde.

2022-13-06 Adhésion à SOLEVAL et désignation des représentants

Le Conseil,

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que l'adhésion à Soleval, agence locale de l'énergie et du climat en Sicoval sud-est toulousain, est arrivée à son terme.
Il rappelle que l’ALEC Soleval est une association loi 1901, créée sous l’impulsion du Sicoval et de l’ADEME.
L’ALEC Soleval a pour objet :
- de favoriser et d'entreprendre des actions visant à la l'utilisation rationnelle de l'énergie, à la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement,
- d'être un espace d'information pour les particuliers et les collectivités sur les thématiques de la maîtrise de l'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables.

Elle a entre autres pour mission l'aide à la décision et en particulier mettre en place un Conseil en Énergie Partagé pour les collectivités adhérentes :
- suivi énergétique des équipements communaux
- accompagnement de projets.

Monsieur le Maire précise que cette convention est d'une durée de trois ans renouvelables et que le montant de la cotisation (calculée en fonction du nombre d'habitants) est décidée par l'Assemblée générale annuelle de Soleval.

ET APRES EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A l'unanimité

Décide de renouveler son adhésion à Soleval pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2022.
Autorise le Maire à signer tout document afférent à cette adhésion

Dit d’inscrire le montant de la cotisation sur le budget communal et ce pour une durée de 3 ans

Nomme Madame Emmanuelle COMBRET comme représentant au sein de Soleval et
Monsieur François SERRE comme référent technique.

2022-13-07 Extinction nocturne de l’éclairage public

Le Conseil,

Madame Emmanuelle COMBRET, conseillère municipale, rappelle aux membres de l’assemblée
que l’éclairage public relève des pouvoirs de police du Maire en vertu des articles L 2212-1 et L
2212-2 du Code Général des collectivités territoriales. A ce titre, le Maire dispose de la faculté de
prendre des mesures de prévention, de suppression ou de limitation de l’éclairage.

Considérant d’une part, la nécessité d’assurer la sécurité des usagers, le bon déroulement du
trafic et la protection des biens et des personnes, et d’autre part la nécessité de lutter contre la
pollution lumineuse, d’engager des actions en faveur des économies d’énergie et de maîtriser de
la demande d’électricité,

Considérant qu’à certaines heures, l’éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue,
Il est donc proposé au Conseil Municipal, à titre expérimental pour une durée d’un an à compter
de la mise en place effective, d’étendre l’éclairage public sur l’ensemble de la commune, de 23h à
6h.

ET APRES EN AVOIR DELIBERE
14 votants - A l’unanimité

Décide de procéder, à titre expérimental pour une durée d’un an, à l’extinction de l’éclairage
public sur l’ensemble du territoire communal de 23h à 6h, ceci dès que la programmation des
horloges astronomiques pour les réseaux équipés, l’installation et la programmation d’horloges
astronomiques pour les réseaux non équipés par le SDEHG ainsi que la mise en place de la
signalisation appropriée par la commune seront réalisées.

Autorise le Maire à prendre un arrêté municipal pour l’interruption de l’éclairage public dans les
conditions ci-dessus.

2022-13-08 Autorisation donnée au Maire de demander une subvention au Conseil
départemental de la Haute-Garonne dans le cadre de la construction d’un pôle
d’équipements publics

Le Conseil,

Après avoir entendu l’exposé du Maire qui rappelle que la commune a décidé de construire un
pôle d’équipements publics composé d’une Mairie, d’une salle polyvalente, d’une halle de marché
et de son esplanade sur la place du village.

Ce bâtiment va trouver une place bien particulière dans le cœur de bourg. Situé sur le point le plus haut
du village, le bâtiment domine les environs et créé un point signal au cœur de Vieille-Toulouse,
fabriquant ainsi un lieu de rassemblement et de rencontre.
Plus qu’un bâtiment, le projet est un dispositif, un outil communal. Le pôle deviendra le lieu de passage
pour les Tolosiens, tant les raisons d’y passer sont nombreuses.
Simple, étonnamment fonctionnel, « la Halle de Borde-Haute » va devenir un lieu de vie particulièrement fécond car pleinement lié à son espace public. Ce dernier va modifier très fortement la perception du cœur de Vieille Toulouse, donner à percevoir et utiliser une vraie composition urbaine.

L’Enveloppe financière des travaux est évaluée à 1 550 500 euros HT.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Travaux</th>
<th>Estimatif HT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>GROS OEUVRE</td>
<td>337 900,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>CHARPENTE COUVERTURE</td>
<td>207 100,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>ENDUIT ET PAREMENT BRIQUE</td>
<td>130 700,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>MENUISERIE ALU &amp; SERRURERIE</td>
<td>231 800,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>PLOMBERIE CVC</td>
<td>98 100,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>COURANT FORT COURANT FAIBLE</td>
<td>145 000,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>MENUISERIES INTERIEURES</td>
<td>23 500,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>PLATRERIE - FAUX PLAFONDS</td>
<td>52 100,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>REVETEMENTS DE SOLS</td>
<td>60 200,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>PEINTURE</td>
<td>34 700,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>VRD</td>
<td>229 400,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ET APRES EN AVOIR DELIBERE**

15 votants - À la majorité (1 abstention)

**Sollicite une aide financière de 400 000 euros, dans le cadre du contrat de territoire à Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,**

**Dit qu’une opération est inscrite au budget général 2022 de la commune,**

**Autorise le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.**

**2022-13-09 Autorisation donnée au Maire de demander une subvention au Conseil Régional d’Occitanie dans le cadre de la construction d’un pôle d’équipements publics**

Le Conseil,

Après avoir entendu l’exposé du Maire qui rappelle que la commune a décidé de construire un pôle d’équipements publics composé d’une Mairie, d’une salle polyvalente, d’une halle de marché et de son esplanade sur la place du village.

Ce bâtiment va trouver une place bien particulière dans le cœur de bourg. Situé sur le point le plus haut du village, le bâtiment domine les environs et créé un point signal au cœur de Vieille-Toulouse, fabriquant ainsi un lieu de rassemblement et de rencontre. Plus qu’un bâtiment, le projet est un dispositif, un outil communal. Le pôle deviendra le lieu de passage pour les Toloséens, tant les raisons d’y passer sont nombreuses.

Simple, étonnamment fonctionnel, « la Halle de Borde-Haute » va devenir un lieu de vie particulièrement fécond car pleinement lié à son espace public. Ce dernier va modifier très fortement la perception du cœur de Vieille Toulouse, donner à percevoir et utiliser une vraie composition urbaine. L’Enveloppe financière des travaux est évaluée à 1 550 500 euros HT.
ET APRES EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A la majorité (1 abstention)

Sollicite une aide financière de 400 000 euros à Madame la Présidente du Conseil Régional d’Occitanie
Dit qu’une opération est inscrite au budget général 2022 de la commune,
Autorise le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

2022-13-10 Autorisation donnée au Maire de demander une subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie dans le cadre de la mise en réseau des médiathèques Coteaux-Confluent

Le Conseil,

Madame Hélène LAFFONT-PUJOL, adjointe au Maire en charge des affaires culturelles, rappelle que certaines opérations réalisées par les collectivités territoriales peuvent bénéficier de subventions de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie.

Un groupe de travail coordonné par M. Yannick MORERE du CD31 et composé des bibliothécaires des communes de Vieille-Toulouse, Rebugue, Aureville, Lacroix-Falgarde, Goyrans et Espanès a été mis en place afin d’étudier les possibilités et modalités de mise en réseau des ressources documentaires de ces communes et moderniser l’équipement actuellement utilisé, tout en mettant en place un portail d’accès commun auxdites ressources documentaires pour les habitants des communes citées précédemment.

Un devis a par la suite été proposé par la Société C3RB, pour chacune des communes, en tenant compte de l’équipement déjà déployé. Un devis a été présenté à la commune de Vieille-Toulouse, pour un montant de 3512,50€ HT.

L’adjointe au Maire propose de valider le devis reçu, d’une part, et d’autre part, de solliciter une subvention auprès de la DRAC Occitanie afin de prendre en charge une partie du coût de la mise en réseau de la bibliothèque communale. Elle rappelle à ce titre que le montant maximum de la subvention peut s’éléver à 55% du coût total HT de l’opération, soit une subvention de 1 800,70€ pour un coût total éligible de 3 274,00€ HT.

ET APRES EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A l’unanimité

Approuve le projet de mise en réseau des bibliothèques,
Valide le devis déposé par la société C3RB, pour un montant de 3512,50 euros hors taxes,
Sollicite, auprès de la DRAC Occitanie, une subvention au taux de 55% au titre de la Subvention « Informatisation, création de services numériques aux usagers, mise en accessibilité numérique et équipement informatique ». 
Autorise Monsieur le Maire à déposer la demande de subvention susdite ainsi qu’à signer toute pièce afférente à ce dossier.

2022-13-11 Autorisation donnée au Maire de signer la convention de mise à disposition de service entre la commune et le SICOVAL pour l'instruction des autorisations et actes d’urbanisme

Le Conseil,


En ce sens, au titre de ces compétences « services aux communes et services mutualisés », le Sicoval a mis en place un service dénommé « Application du Droit des Sols » dont la mission est l’accompagnement des communes dans l’instruction des autorisations et des actes d’urbanisme.

A partir du 1er janvier 2022, toutes les communes devront être en mesure de recevoir sous forme électronique les demandes d’autorisation d’urbanisme. Pour accompagner cette transformation d’ampleur, l’État déploie un vaste programme de dématérialisation de l’application du droit des sols, dit programme Démat.ADS qui repose sur deux fondements juridiques :

- La saisine par voie électronique (SVE)
  Art. L. 112-8 et suiv. du CRPA
  La SVE permet aux usagers de saisir l’administration (Etat et collectivités territoriales) de manière dématérialisée, selon les modalités mises en œuvre par ces derniers (mél, formulaire de contact, téléservices,...) dans le respect du cadre juridique général.
  Concernant les Dossiers d’Autorisations d’Urbanisme (DAU), l’échéance du 8 novembre 2018 a été reportée au 1er janvier 2022, pour être alignée à l’obligation de dématérialiser l’ensemble de la chaîne d’instruction des DAU.
  L’usager pourra toujours déposer sa demande au format papier.

- La loi ELAN
  Art. L423-3 CU
  « Les communes dont le nombre total d’habitants est supérieur à 3 500 disposent d’une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d’instruire sous forme dématérialisée les demandes d’autorisation d’urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2022. Cette téléprocédure peut être mutualisée au travers du service en charge de l’instruction des actes d’urbanisme. Un arrêté pris par le ministère chargé de l’urbanisme définit les modalités de mise en œuvre de cette téléprocédure. »

A ce titre, le Sicoval souhaite accompagner ses 36 communes membres dans cette prochaine dématérialisation de l’Application du Droit des Sols au travers du service de l’ADS.
La présente convention a pour objet la mise à disposition à la commune, par le Sicoval, du service ADS, et de définir les modalités organisationnelles, administratives, juridiques, techniques et financières de cette mise à disposition.

Après avoir entendu l’exposé du Maire,
ET EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A l’unanimité

Autorise le Maire à signer la convention et tout autre document s’y rapportant.

2022-13-12 Autorisation donnée au Maire de signer la convention entre la commune et le SICOVAL relative à l’utilisation de l’outil informatique et la mise en place d’un guichet unique : « Guichet Urbanisme : autorisations et foncier »

Le Conseil,

A partir du 1er janvier 2022, toutes les communes devront être en mesure de recevoir sous forme électronique les demandes d’autorisation d’urbanisme. Pour accompagner cette transformation d’ampleur, l’Etat déploie un vaste programme de dématérialisation de l’application du droit des sois, dit Démat.ADS.
Le dépôt et l’instruction en ligne de toutes les demandes d’autorisations d’urbanisme, dit programme Démat.ADS, répond aux enjeux de simplification et de modernisation des services publics, à l’heure où une grande majorité de services sont accessibles en ligne. Il s’inscrit pleinement dans la démarche Action publique 2022, qui vise à améliorer la qualité des services publics et à moderniser l’action publique, tout en maîtrisant les dépenses et en optimisant les moyens.

Pour permettre la dématérialisation de l’ensemble de la chaîne d’instruction, l’Etat développe une suite logicielle dite XX’AU, composée de plusieurs outils :

- **PLAT’AU**, pour PLATeforme des Autorisations d’Urbanisme
PLAT’AU est la plateforme d’échange et de partage des dossiers entre les acteurs de la chaîne d’instruction.
Véritable « hub », PLAT’AU permet l’accès en temps réel aux dossiers par l’ensemble des acteurs concernés par une demande d’autorisation d’urbanisme (services instructeurs des collectivités, services déconcentrés de l’Etat, UDAP, SDIS, contrôle de légalité…).

- **AD’AU**, pour « Assistance aux Demandes d’Autorisation d’Urbanisme »
Développé avec la Direction de l’information légale et administrative (DILA), AD’AU est un portail accessible sur service-public.fr, qui permet de constituer en ligne sa demande d’autorisation d’urbanisme (permis de construire, permis d’aménager, permis de démolir…). Destinée aux particuliers comme aux professionnels, AD’AU facilite la démarche de l’utilisateur, guidé à chaque étape de la constitution de son dossier.

- **AVIS’AU**, pour « Réception et traitement des demandes d’avis sur les autorisations d’urbanisme »
AVIS’AU est un outil de gestion des avis, à destination des services consultables qui ne possèdent pas de système d’information de gestion et/ou rendant peu d’avis.

- **RIE’AU**, pour « Réception, Information et Echanges des Autorisations d’Urbanisme »
RIE’AU est un espace d’échange entre l’usager, la commune et le service instructeur quand la commune est au Règlement National d’Urbanisme (RNU) et que les demandes d’autorisation d’urbanisme sont instruites par les services de l’Etat.

Afin d’accompagner les 36 communes membres du Sicoval dans cette démarche de dématérialisation de l’ADS, le Sicoval propose de mutualiser et de mettre à disposition de toutes ses communes un outil informatique en ce sens : Cart@DS.
Il s’agit d’un logiciel-métier en mode Web accessible via un navigateur Internet. Il comportera un certain nombre de modules notamment ceux relatifs à la dématérialisation complète de la chaîne de l’instruction de l’ADS. Le Sicoval souhaite en faire bénéficier toutes ses communes membres.

Il sera également complété par la mise en place d’une démarche en ligne (téléservice) accessible depuis les sites internet des communes ainsi que du Sicoval et permettant à tout utilisateur de déposer ses demandes d’autorisations d’urbanisme. Celui-ci prendra la forme d’un guichet unique dit « Guichet Urb@nisme : autorisations & foncier ».

La présente convention a pour objet la mise à disposition à la commune, par le Sicoval, des outils informatiques mutualisés désignés ci-dessus, et de définir les modalités organisationnelles, administratives, juridiques, techniques et financières de cette mise à disposition.

Après avoir entendu l’exposé du Maire,

ET EN AVOIR DELIBERE
15 votants - A l’unanimité

Autorise le Maire à signer la convention et tout autre document s’y rapportant

Le Maire,

Gérard ROBERT